

CHÔMAGE, INSÉCURITÉ > Des chercheurs s'inquiètent des pressions politiques de plus en plus fermement exercées sur les professionnels des statistiques.

Statistiques : quand le gouvernement s'arrange avec les chiffres

"Forts en maths" contre pros de la com. Le bras de fer entre professionnels de la statistique publique et membres du gouvernement est encore feutré, mais les premiers, à l'Insee et à la Dares, dénoncent les "pressions" que feraient peser les seconds sur leur travail. Distribués le 15 février, des tracts signés par les intersyndicales de l'Institut national de la statistique et des études économiques, et de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques, rattachée au ministère de l'Emploi, s'inquiètent que "les cabinets ministériels se mêlent des statistiques de l'emploi", dénonçant une pratique qui remettrait en cause "l'objectivité et l'indépendance des statisticiens publics vis-à-vis du pouvoir politique".

Au cœur de ce conflit : les attaques répétées de Jean-Louis Borloo et de Gérard Larcher, ministre délégué, contre les chiffres fournis par les deux instituts publics. A la CGT de l'Insee, Francis Judas explique : "Plus une seule statistique ne paraît sans que Borloo ne réagisse." Le 11 janvier, un article du *Parisien-Aujourd'hui en France* rapportait les propos d'un collaborateur du ministre de l'Emploi et de la Cohésion sociale qui, pour expliquer le fossé entre la baisse du nombre de demandeurs d'emploi en 2005 (moins 122 000) et la faiblesse du nombre d'emplois créés (62 000), critiquait les "forts en maths" de l'Insee et de la Dares. Selon lui, ils étaient incapables de mesurer l'évolution de l'emploi dans les entreprises de moins de dix salariés, secteur qui aurait connu "le plus fort impact" du contrat nouvelle embauche (CNE). Ce collaborateur précisait : "On a donc demandé (aux statisticiens) de rectifier le tir."

Six jours plus tard, lors de ses vœux à la presse, le ministre lui-même en remettait une couche, en évoquant une "sous-évaluation" de la création d'em-

ploi par l'Insee, due à la non-comptabilisation des très petites entreprises (TPE) et des "services à la personne" – son dada, dont il espère qu'il représentera 500 000 créations d'emplois sur trois ans. Même argumentaire, au mot près, chez Gérard Larcher quelques jours plus tard.

Sur ces attaques, Francis Judas précise que, même si les données sur les TPE ne peuvent pas être aussi minutieuses que les autres, des enquêtes ont été réalisées, avec des recoupements de fichiers. "Il serait vraiment extraordinaire qu'il y ait eu une création exponentielle d'emplois dans ce secteur un peu moins bien connu, et qu'on soit passés à côté. Ce serait une première historique."

La CGT Insee dénonce donc une "remise en cause forte du travail de statisticien", laquelle s'ajoute, pour expliquer cette inquiétude, selon un syndicaliste CGT de la Dares, à la "censure" de deux études au programme de l'institut : l'une sur les licenciements et l'autre sur le Pare (Plan d'aide au retour à l'emploi). L'interdit serait lié en partie, selon lui, à l'arrivée, en septembre, d'un nouveau directeur à la tête de la Dares, "plus proche de la droite, plus perméable aux pressions qui émanent du cabinet du ministre". Il poursuit : "On ne nous dit pas les résultats que l'on doit trouver, mais ça n'est pas loin. Ils sont vraiment persuadés que leur politique crée des emplois. Et ils sont dépités que cela ne se voie pas dans les chiffres."

Francis Judas commente : "Il y a un besoin des politiques d'aller vite, que notre système sorte des chiffres

rapidement, à cause de l'échéance électorale de 2007." Sauf que le temps du statisticien n'est pas celui du politique. "Nous avons vécu le même genre de pressions lors de la mise en place des 35 heures. Nous attendions de voir ce qui relevait de l'effet d'aubaine et ce qui était de vraies créations d'emplois, sur la durée. Il nous a fallu beaucoup de temps pour pouvoir faire un bilan." Avec une croissance "atone" et un CNE institué en août, les résultats ne sont pas pour tout de suite. Le problème pour Francis Judas est qu'"en France, aujourd'hui, aucun politique ne peut faire de discours sans s'appuyer sur des statistiques".

Si les taux du chômage sont cruciaux pour le gouvernement Villepin qui a fait de l'emploi sa "priorité", d'autres chiffres sont tout aussi minutieusement scrutés. En tête, ceux sur la délinquance, selon Bruno Aubusson de Cavarlay, chercheur au Cesdip (Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales) et membre du groupe Pénombre – qui veut développer un espace public de réflexion et d'échange sur l'usage du nombre dans les débats de société. "Jusqu'à cette année, les enquêtes sur la délinquance étaient pourvues par le ministère de l'Intérieur lui-même. Il donnait les chiffres et il publiait

"On ne nous dit pas les résultats que l'on doit trouver, mais ça n'est pas loin."

les commentaires. Aujourd'hui, les statistiques mensuelles et annuelles sont fournies par l'Observatoire national de la délinquance (OND). C'est un léger mieux, avec une amélioration des techniques d'enquête, qui ne reflètent plus seulement les activités de la police et de la gendarmerie."

Malgré ces changements et ces proclamations d'indépendance, c'est tout de même Nicolas Sarkozy qui a introduit les propos du président de l'OND lors de la présentation des chiffres 2005, le 13 février dernier. Il doit lui sem-

bler difficile à comprendre, précise le chercheur, qu'"il faut au moins cinq ans pour pouvoir constater les répercussions d'une politique de sécurité dans les statistiques". C'est long, cinq ans. Mais nécessaire. A l'Insee, Julie Herviant s'inquiète que l'on en vienne à "casser l'outil statistique". Et rappelle les bases de sa mission, un peu oubliées par les politiques : "Nous ne sommes pas là pour produire des chiffres à la solde d'un gouvernement, quel qu'il soit. Notre travail consiste à apporter, en toute indépendance, un éclairage sur les besoins de la société."

Raphaëlle Leyris